

25 novembre. Journée internationale contre les violences faites aux femmes. Manifestation Place de la République (Paris) - 14 h (p. 4)

Supplément à l'Humanité

Communiste

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e - Comité de rédaction: Jacques Chabalié - Guérolé Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourrière - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur: Jean-Louis Le Moing
Rédaction: Gérard Streiff (Tél.: 01 40 40 12 41) - Mèl: communistes@pcf.fr - Relecture: Jacqueline Lamothe - Mise en pages: Zouhair@NAKARA. info (Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous
Creative Commons
BY-NC-SA

SERVEZ-VOUS

Les cahiers du progrès social

INDUSTRIE

Pas de progrès social
ni écologique sans industrie



PCF

VERS UN CONGRÈS EXTRAORDINAIRE

Une belle promesse démocratique



MÉDIAS

L'émission

EXPRESSION DIRECTE

CHANGEONS
de logique !

**DÉPLACEMENTS
DE NOS ELU.E.S**

MARIE-GEORGE BUFFET
Le 29 novembre en Corse

IAN BROSSAT
Alonnes le 23 novembre

PIERRE LAURENT
Meeting de la Fête
de l'Huma-Bretagne
à Lorient 26 novembre

ANDRÉ CHASSAIGNE
Mercredi 22 :
18 h 30 : Rochefort
Jeudi 23 :
Congrès de la FNAF-CGT à Angers
- 13 h à 15 h 30 : Angers, repas-
débat avec la Fédération du PCF
- 18 h : Châtelleraut, débat et dé-
dicace
Samedi 25 :
10 h 30 : dédicace à St-Flour



L'Assemblée des animateurs-trices de sections, à l'issue d'une journée de travail, le 18 novembre, a adopté à 72,8 % la feuille de route des communistes.

FEUILLE DE ROUTE POUR UN CONGRÈS EXTRAORDINAIRE

adoptée par l'assemblée nationale des animatrices et animateurs de sections
La Villette – Paris, 18 novembre 2017

Réuni-e-s le 18 novembre 2017 à la Cité des sciences et de l'industrie à Paris, nous sommes plus de 900 animatrices et animateurs de sections locales du PCF. Cette assemblée nationale fait suite à une première et intense période de consultation des communistes. Au terme de ces travaux, l'assemblée adopte les dispositions suivantes.

A - NOUS APPELONS L'ENSEMBLE DES COMMUNISTES À INTENSIFIER, DANS TOUS LES DOMAINES, LA CONTESTATION DE LA POLITIQUE DU POUVOIR MACRON, ET À CONSTRUIRE DANS LES LUTTES LES BASES D'UNE POLITIQUE ALTERNATIVE.

La politique du nouveau pouvoir est tout entière construite au service de la finance et des plus riches. Elle se révèle aux yeux de la majorité des Français-es brutale, autoritaire, inégalitaire.

La colère grandit et des mobilisations nombreuses et importantes sont déjà engagées : contre les ordonnances cassant le Code du travail ; contre des choix budgétaires au service des riches et de la finance ; contre les gâchis du capital et le scandale de l'évasion fiscale ; contre la casse du logement social et de la Sécurité sociale ; pour des politiques publiques résorbant les inégalités sociales et territoriales ; contre le démantèlement de grands atouts industriels comme Alstom ; contre l'austérité qui asphyxie les communes et les services publics ; contre les violences faites aux femmes ; pour un accueil digne des migrant-e-s ; pour des choix écologiques à la hauteur des dangers encourus par la planète...

Nous sommes engagé-e-s dans ces luttes et soutenons activement les mobilisations syndicales, sociales, associatives, d'élu-e-s locaux-ales en cours dans tout le pays. Nous voulons les nourrir utilement de propositions alternatives s'inscrivant dans notre visée communiste, car c'est d'une autre logique dont notre pays a besoin. Nous pouvons nous appuyer sur le travail de nos élu-e-s, des groupes parlementaires (Assemblée nationale, Sénat, Parlement européen).

Nous décidons d'amplifier nos campagnes contre le coût du capital, pour une autre utilisation des richesses et à faire des États généraux du progrès social, le 3 février prochain à Paris, un carrefour de convergences de toutes ces luttes. Il s'agirait d'une première étape de la construction d'une plateforme de rassemblement alternative au pouvoir de Macron et à la politique de son gouvernement.

B - AU-DELÀ, NOUS VOULONS REPENSER L'ACTION ET LES AMBITIONS DU PARTI COMMUNISTE

pour être à la hauteur d'une période politique troublée et totalement inédite, d'une période où le monde a besoin d'une profonde révolution des rapports sociaux pour ouvrir de nouveaux chemins de justice et d'émancipation.

Nous décidons d'engager toutes nos énergies dans la préparation d'un congrès extraordinaire de notre parti en 2018 pour ouvrir une nouvelle perspective d'espoir dans notre pays et penser, au service de ces objectifs, notre propre révolution, celle qui nous amènera à être le Parti communiste dont la société française d'aujourd'hui a besoin. Nous voulons le faire à partir du bilan lucide de notre action de ces dernières années et d'une analyse en profondeur des enjeux de la nouvelle période politique ouverte en 2017.

Notre congrès, préparé de manière inédite, fait appel à l'intelligence de tou-te-s les communistes et de celles et ceux qui sont disponibles à nos côtés pour travailler l'avenir de cette belle idée du commun. Nous nous donnons le temps et la méthode nécessaires pour cela, en prenant sans attendre les décisions d'actions nécessaires.

DANS UNE PREMIÈRE PHASE – décembre 2017 à fin mai 2018 – nous ouvrons quatre grands thèmes de travail et d'action sur la base d'un bilan de la période écoulée :

- les luttes et le combat communiste ;
- notre démarche de transformation et de rassemblement ;



- les transformations de notre parti ;
- les élections européennes.

1) Les luttes et le combat communiste

Il s'agit d'avancer concrètement dans l'élaboration d'un projet communiste du 21^e siècle en l'alimentant de la mise en action de nos grands axes de bataille avec la construction :

- d'États généraux du progrès social, avec une première étape nationale le 3 février à Paris ;
- Alstom, pour une nouvelle industrialisation ;
- d'Assises communistes pour l'écologie que nous tiendrons en mai ;
- d'une campagne nationale pour les communes et l'égalité des territoires dans la République, la démocratie (Appel de Grigny ; rencontres Niemeyer du 29 janvier, colloque sur la réforme constitutionnelle le 5 mars...) ;
- d'une campagne nationale pour les droits des femmes et contre les violences.

Et, enfin, de toutes nos actions déjà lancées :

- les 3^{es} États généraux du numérique les 9 et 10 mars ;
- notre convention pour l'art, la culture et l'éducation populaire les 29 et 30 septembre ;
- la lutte pour la paix en vue des prochaines mobilisations nationales du 22 septembre et du centenaire de la Première Guerre mondiale ;
- nos actions de solidarité concrète ;
- la lutte contre le racisme avec une journée d'étude au printemps.

2) Notre démarche de transformation et de rassemblement dans la société française

Il s'agit de produire :

- un document d'analyse sur l'état de la société française d'aujourd'hui, notamment les conditions de la lutte des classes ;
- une proposition d'orientation de notre démarche stratégique de transformation et de rassemblement, sur la base d'un bilan de la période écoulée et des enjeux de la période nouvelle.

3) Les transformations du Parti

Il s'agit de définir l'organisation que nous devons être et les transformations concrètes pour y parvenir ; parmi ces questions, citons au moins :

- le Parti et les classes populaires, au travail comme dans la cité ;
- les nouveaux modèles d'organisation dont nous avons besoin ;
- notre politique de formation ;

- notre communication ;
- la conception et le rôle de nos directions.

4) Les élections européennes

Il s'agit de définir le sens de notre campagne en 2019 et le type de listes que nous voulons construire. Ce travail pourrait déboucher sur un Conseil national élargi, tenu les 24 et 25 mars, prenant de premières décisions d'orientation et faisant des propositions, notamment un calendrier d'élaboration et de validation de nos listes (*in fine* par le Conseil national). Il faudra tenir compte des modifications du mode de scrutin envisagées par le gouvernement.

C - MÉTHODE DE TRAVAIL

Ces quatre thématiques devront, chacune, rassembler dans plusieurs chantiers des milliers de communistes. Les chantiers seront ouverts à tou-te-s les adhérent-e-s qui le désirent. Ils s'ouvriront également aux contributions extérieures. Chacun-e disposera de l'outil numérique mis en place par le Conseil national.

Pour chaque thématique, une équipe d'animation nationale veillera au travail collectif et sera chargée de faire – avant fin mai – un bilan du travail, des actions menées et des propositions pour l'avenir du Parti. Toutes ces réflexions nourriront l'élaboration de la base commune.

L'adoption du projet de base commune aura lieu les 2 et 3 juin lors d'un Conseil national élargi aux animateurs-trices des ateliers.

L'adoption de la base commune déclenchera LA DEUXIÈME PHASE STATUTAIRE DE LA PRÉPARATION DU CONGRÈS :

- dépôt des bases communes alternatives éventuelles jusqu'au 6 juillet ;
- mise à disposition des communistes de tous les textes présentés ;
- vote sur le choix de la base commune les 4, 5 et 6 octobre ;
- congrès locaux et départementaux du 15 octobre au 15 novembre.

Le congrès national se tiendra les 23, 24 et 25 novembre 2018.

L'Assemblée du 18 novembre mandate le Conseil national du 1^{er} décembre pour mettre en place le dispositif d'animation et les commissions statutaires (commissions de transparence des débats, des candidatures et du texte). Les outils d'animation numériques du site du Congrès seront prêts à fonctionner le 4 décembre. ✪

Les chantiers du communisme du 21^e siècle

L'assemblée nationale des animatrices et animateurs des sections locales du Parti communiste français ne déparait pas samedi dernier à la Cité des sciences de Paris, un lieu plutôt tourné vers le futur. Le futur et tout ce qui se porte à la pointe du progrès.

934 animateurs s'y sont réunis, d'abord pour écouter l'introduction de Pierre Laurent, puis pour travailler, répartis dans 91 « ruches ». Le numérique et les nouvelles technologies ouvrent à la démocratie des champs inégalés. Toutes les ruches transmettaient en direct les résultats de leurs débats à la commission chargée de les synthétiser et de les prendre en compte pour la rédaction finale de la « feuille de route » qui prépare le congrès extraordinaire de 2018. Une feuille de route (voir ci-contre) approuvée après débat en séance plénière par près de 72,8 % des participants.

Dans un paysage mondial et politique bouleversé, les communistes se donnent le temps et la méthode pour tenir à l'automne 2018 leur congrès. Qui, pour être extraordinaire, devra apporter réponses à une attente qui monte dans les soubresauts du moment : l'heure est à concevoir et à engager le processus d'une nouvelle civilisation. Ces réponses ne peuvent être que neuves, tant les enjeux auxquels l'humanité est confrontée sont inédits.

On dit que l'appétit vient en mangeant et il s'est aiguisé dans la consultation qui a vu 13 843 communistes répondre au questionnaire qui préparait l'assemblée et plusieurs milliers supplémentaires participer à des réunions en bas. Lutte contre les inégalités, révolution du travail, révolution numérique, écologie, lutte pour un monde de paix, démocratie, tiennent le haut du pavé des défis auxquels les communistes veulent se consacrer. Et dans le débat, le féminisme, la lutte contre le racisme y font une irruption remarquable comme identifiants du combat communiste. À tous ces enjeux, les



communistes sont appelés à concevoir des réponses neuves. Dans ces réponses doivent émerger une nouvelle démarche communiste de rassemblement et les traits d'un parti communiste transformé.

Il faudra, pour y parvenir, un travail intense de réflexion, et il est fait appel à l'intelligence et l'expérience des dizaines

de milliers de communistes, mais aussi de tous les « experts du quotidien », syndicalistes, militants des associations, comme des chercheurs, femmes et hommes de culture...

Mais la seule réflexion n'y suffira pas, elle devra se nourrir de toute une expérimentation concrète. La volonté des communistes d'animer la contestation dans tous les domaines de la politique Macron en fournit la matière. La préparation d'États généraux du progrès social, avec un premier rendez-vous le 3 février à Paris et le lancement d'une plateforme de rassemblement alternative à la politique du Président de la République, se veut un carrefour de convergence de toutes les luttes. La feuille de route adoptée samedi liste également une série d'initiatives d'envergure, qui feront à la fois actions concrètes, luttes politiques et champs nouveaux d'expérimentations.

« Rien n'est simple et tout est possible », la formule de Pierre Laurent fixe l'ambition d'un congrès où les communistes sont invités à réinventer leur combat et leur parti. ✪

Olivier Mayer

Palestine / Solidarité

Comme annoncé par Patrick Le Hyaric lors de la rencontre des animateurs-trices de sections, la délégation parlementaire en Palestine est reportée. Rappelons que Pierre Laurent s'était élevé, dans un communiqué, contre cette interdiction de l'entrée de parlementaires français en Israël « (qui) est une nouvelle grave ». Mercredi 29 novembre, dans le cadre de la journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, sera organisée une soirée de solidarité sous la coupole Espace Niemeyer. Avec Patrick Le Hyaric, Pierre Laurent, Elsa Hamouri, Camille Lainé. ✪

« Le communisme qui est le nôtre est la question de notre temps »

Extraits du rapport de Pierre Laurent

LE COLLECTIF A BESOIN DE LA DÉMOCRATIE

Nous cherchons à innover et à progresser dans notre capacité à poser les questions, y compris évidemment celles qui fâchent, pour mieux les résoudre ensemble. Personne n'a pré-tendu que le questionnaire était parfait, ou la méthode irréprochable : nous « essayons les plâtres » d'une manière nouvelle de travailler pour mieux faire appel à la richesse, individuelle et collective du collectif communiste. Nous devons chercher à améliorer ces méthodes en marchant, mais ne renonçons surtout pas à l'expérimentation devant la première imperfection. Car nous pensons, nous, au Parti communiste, que la force du collectif a tout à gagner par la démocratie, par l'exigence rigoureuse de démocratie ! Et il nous faut le prouver, le mettre et remettre en chantier en permanence. Nous voulons tous mieux identifier les choix à faire et les trancher démocratiquement. Nous voulons tous, je l'espère, l'unité et le rassemblement des communistes, car ce serait une folie de penser autrement dans la dureté actuelle de la lutte des classes. Mais tenir cette double ambition nécessite un progrès qualitatif important de nos pratiques démocratiques.

LE CONGRÈS NE SERA EXTRAORDINAIRE QUE S'IL PERMET LA RELANCE DE NOTRE COMBAT

Ce congrès sera réussi, extraordinaire, si, et seulement si, il met notre parti en situation de répondre à une période politique totalement bouleversée. Si nous parvenons à prendre tous ensemble la mesure de la nouveauté de la situation nationale et internationale, la nature des questions posées à notre parti comme à toutes les forces de transformation sociale et, en conséquence, des audaces, des obligations d'invention que ces enjeux nous mettent en demeure d'accomplir.

Il sera extraordinaire, il comptera dans l'histoire de notre parti, s'il permet de relever le défi de la relance politique de notre combat, s'il place à nouveau notre parti, nos idées communistes à l'offensive, au service de la société, de la riposte face à Macron, de la construction d'une alternative politique de transformation sociale dont notre pays a tant besoin et à laquelle, au fond, il aspire.



NOTRE COMMUNISME EST UNE QUESTION DU 21^e SIÈCLE

Le communisme qui est le nôtre est une question de notre temps. C'est ainsi que je caractériserais notre congrès si j'avais à le définir en une seule phrase. Oui, notre société, notre pays, la France n'en n'a pas fini de se poser la question de son avenir. (...)

Notre combat communiste peut trouver une grande actualité (...) si nous travaillons à sa pertinence concrète dans les conditions d'aujourd'hui, si nous sommes capables, aussi, de lever les immenses obstacles qui sont sans cesse dressés devant lui par les très puissantes forces internationales du capital. Rien n'est simple mais tout est possible. Je l'affirme, le 21^e siècle peut être le premier à être confronté à l'échelle de la planète tout entière à la question du « post capitalisme ». Cela relève, diront certains, de l'intuition ou de l'anticipation audacieuse. Mais le fait est que se répand l'idée qu'il devient urgent de concevoir et préparer le passage à une nouvelle civilisation. (...)

Pour un plus grand nombre de gens, le système capitaliste

mondialisé n'est plus capable de porter les promesses d'épanouissement et d'émancipation humaine. Le monde craque et le monde souffre. Il est entravé, dans ses développements, par les logiques de la rentabilité financière à outrance, par l'exacerbation de la concurrence, par les dominations patriarcales, alors qu'il faudrait développer la coopération et le partage.

La question écologique, la question de la paix, quand tant de menaces pèsent à nouveau, la question des libertés et de la démocratie, la lutte contre le pouvoir des transnationales sont le théâtre de mobilisations nouvelles et des enjeux majeurs d'une lutte à l'échelle mondiale.

Mais pour que la promesse d'un nouvel ordre des rapports sociaux se réalise, il faut remettre sur le chantier beaucoup de questions.

Ensemble, il peut être enthousiasmant de s'y attaquer. ✪



CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Samedi 25 novembre est la journée internationale contre les violences faites aux femmes. Conférence de presse jeudi 24 à 9 h. Café Merlin, rue de la Roquette (Paris 11^e) avec Pierre Laurent, Laurence Cohen, Hélène Bidard.

Ille-et-Vilaine
Nouvelle formule
du journal départemental



Fantômes

Samedi dernier se tenaient deux rencontres politiques significatives. Celle du parti de Macron et celle du PCF. *Le Journal du Dimanche*, qui exerce un quasi-monopole le Jour du Seigneur, consacrait dimanche six de ses pages politiques sur sept (la une comprise) au parti de Macron. On comprenait vite à la lecture qu'il ne s'y était rigoureusement rien passé. Citations : c'est un parti « fantôme », un « objet politique non identifié » ; on sait pas bien « à quoi il sert » ; c'est un « écran de fumée », un « ventre mou », un « maillon faible », un « parti qui s'est vidé » où 10 % des inscrits seraient « actifs » et où « il y a clairement de la démotivation », « du verrouillage », où « les militants ont un peu l'impression de ne pas avoir leur mot à dire », etc., etc. Bref, les bobos de Macron, le-patron-qui-décide-tout, ont brassé du vent à leur petite sauterie. Et les journalistes aussi. N'empêche. *Le JDD* consacre à ces foutaises 6 pages sur 7. Sur les 900 communistes réunis à Paris pour préparer leur congrès, rien ! Zéro ! Qualou macache ! La censure est totale. Une vraie canaillerie. *Le JDD* va nous dire, faux-cul : pardon, pardon, mais on a fait un quart de page sur les Insoumis qui prépareraient quelque chose pour la semaine prochaine... Ça fout la rage, ce mépris, cette désinvolture. *JDD*, encore un effort et vous serez bientôt aussi bons que *La Pravda* de Brejnev. ✖

Gérard Streiff

PARTI PRIS

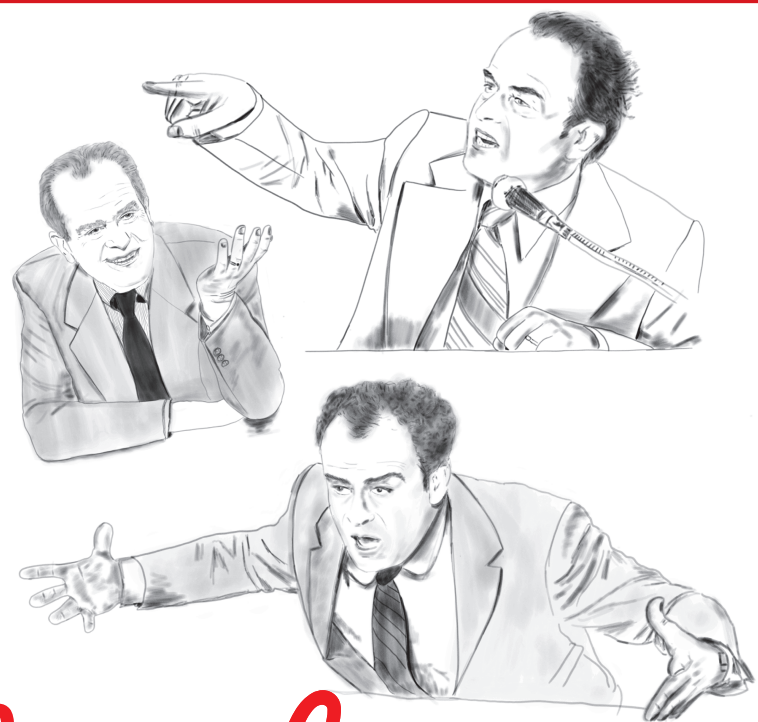
MIGRANTS / COOPÉRATION UE-LIBYE « La France a le devoir de réparer l'outrage fait aux migrant-e-s et à la conscience humaine »

C'est à un véritable réquisitoire que s'est livré le Haut Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, à l'encontre de l'UE et des conditions de détention des migrants en Libye. « La communauté internationale ne peut continuer à fermer les yeux sur les horreurs inimaginables endurées par les migrants en Libye et prétendre que la situation ne peut être réglée qu'en améliorant les conditions de détention. La politique de l'UE consistant à aider les garde-côtes libyens à intercepter et renvoyer les migrants est inhumaine. » Dans ce communiqué publié mardi 14 novembre le Haut Commissaire souligne que « la souffrance des migrants est un outrage à la conscience de l'humanité ». Se trouvent donc une fois encore confirmées les exactions menées contre les migrant-e-s depuis des années en Libye et dénoncées par de nombreux témoignages diplomatiques, d'observateurs et d'ONG. Cette réalité largement reconnue n'a pas empêché l'UE et plusieurs Etats en bordure de la Méditerranée, dont la France, d'adopter en juillet un accord avec des autorités libyennes. Les observateurs de l'ONU présents en Libye du 1^{er} au 6 novembre ont constaté une dégradation rapide de la situation. Des milliers – 20 000 recensés – de femmes, d'hommes et d'enfants émaciés et traumatisés par les violences subies, empilés les uns sur les autres, enfermés dans des hangars, subissant les violences des gardiens munis de bâtons électriques... Les femmes sont violées par les trafiquants mais aussi par les gardiens des centres officiels de détention. Cet appel de l'ONU intervient au moment où le

groupe de contact des 13 pays européens concernés, dont la France, et africains, dont la Libye, a décidé « d'améliorer les conditions de vie des migrants ». Cet engagement pris à plusieurs reprises n'a jamais été respecté. L'Union européenne par sa politique migratoire d'externalisation confie ainsi à la Libye en plein chaos, après l'intervention militaire française, la responsabilité de bloquer à tout prix les migrant-e-s voulant fuir violence et pauvreté pour se retrouver en Libye dans un véritable enfer financé par l'UE et les Etats voisins. C'est une véritable honte pour tous ces pays et pour l'UE. Il faut mettre rapidement un terme à cette tragédie. La solution est connue : c'est d'organiser l'ouverture de voies légales et sécurisées permettant aux migrant-e-s de rejoindre l'Europe pour faire valoir leurs droits à la protection et d'espérer se construire une vie meilleure. Ces révélations parviennent au moment où le gouvernement français annonce une série de nouvelles mesures répressives, sous forme de lois, pour réduire encore plus l'accueil de migrants en France, malgré le faible nombre déjà parvenus, et de multiplier les expulsions... Le gouvernement doit d'abord s'expliquer sur la situation en Libye étant données les responsabilités qui sont les siennes dans ce drame, et dire quelles mesures il compte prendre pour y mettre un terme. Pour sa part, le Parti communiste français poursuivra son combat, avec ses dirigeants, ses élus, ses militants pour faire respecter les droits des migrants et pour que la France et l'UE remplissent leurs devoirs d'accueil, de solidarité, d'hospitalité et de protection à leur égard. ✖

PCF

Inauguration - lundi 27 novembre - 19 h PCF - PL. du Colonel-Fabien - Paris



Marchais L'expo

Du 28 novembre 2017
au 15 janvier 2018

Du lundi au samedi de 10h à 18h30 - Entrée libre
(sauf les samedis 23, 30 décembre et 6 janvier)

Espace Oscar Niemeyer - 2, place du Colonel-Fabien
Paris 19^e - M^o Colonel-Fabien

